

Discours de Jean-Christophe CAMBADÉLIS
Député de Paris et Premier secrétaire du Parti socialiste
Déclaration de politique générale et vote sur cette déclaration
Assemblée nationale, Paris
Mardi 13 décembre 2016
Seul le prononcé fait foi

Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, chers collègues,

Un propos liminaire si vous le permettez avant d'aborder le débat qui nous rassemble aujourd'hui. Un propos personnel, mais partagé sans doute par beaucoup.

Monsieur le Premier ministre, vous avez la chance rare, produit de votre talent, d'être apprécié sur tous ces bancs. Cela tient tout autant à votre caractère qu'à vos compétences, à votre discours qu'à votre parcours. Dans ce quinquennat, vous avez mis votre efficacité au service de la France. Avant de devenir Premier ministre vous avez été de nombreuses fois en première ligne. En première ligne pour réorienter l'Europe, en tant que Ministre des Affaires Européennes. En première ligne pour redresser les comptes de notre pays, en tant que Ministre du budget. En première ligne face à la barbarie terroriste, en tant que Ministre de l'Intérieur.

Vous voici Premier ministre aujourd'hui. Vous n'avez rien demandé par voie de presse, vous n'avez rien fomenté par échos de buzz. Le choix s'est imposé naturellement pour succéder à Jean-Marc Ayrault et à Manuel Valls.

Servir l'intérêt général, avec écoute et discernement : voilà la formule qui résume ce que vous incarnez et qui fonde le respect que vous inspirez.

Certains disent que vous n'aurez pas le temps de gouverner. C'est mal connaître les devoirs que votre fonction impose et les pouvoirs qu'elle met à la disposition de la volonté.

Vous avez cinq mois devant vous, Monsieur le Premier ministre.

L'histoire a montré qu'en peu de temps, on pouvait faire de grandes choses : il n'aura fallu que 7 mois à Pierre Mendès-France pour marquer la France et nos mémoires à jamais. Léon Blum n'en a eu que 18 pour transformer notre pays comme jamais.

Vous avez cinq mois devant vous, mais les jours comptent triple quand on a, comme vous, la passion de la chose publique et le sens de l'État. Au fond, cela doit dépendre du tempérament de celui qui gouverne – je crois avoir fait l'éloge du vôtre.

Cela dépend de la vision qui le guide dans la conduite de la politique de la nation – nous venons de l'entendre.

Cela dépend des circonstances dans lequel il est appelé à gouverner.
Or elles sont exceptionnelles aujourd'hui.

* * *

Nous en sommes toutes et tous ici conscients, vous le savez car vous êtes au fait des défis de la France et tout d'abord du terrorisme, qui a frappé à de nombreuses reprises notre pays et peut frapper à nouveau à tout instant.

Le terrorisme, il se combat totalement. Sans état d'âme et sans porter atteinte à l'État de droit. Encore un équilibre que vous incarnez et que vous mettez en œuvre au quotidien.

La période est d'autant plus à risque que Daech est aujourd'hui acculé. Par tous les moyens, Daech essayera de marquer les esprits, lui qui perd précisément chaque jour du terrain. Daech recule car nous le combattons. Ainsi, la bataille de Mossoul fait rage et nous y contribuons dans le cadre de l'opération Chammal. Cette opération mobilise actuellement 4 000 de nos soldats. Aux côtés de la coalition, nous frappons l'organisation terroriste avec nos moyens aériens et assurons la formation et le conseil des militaires irakiens. Il faut ici rendre un hommage à nos soldats qui, partout dans nos rues et dans le monde, sont le bouclier de nos valeurs et de nos vies.

Puisque nous évoquons les événements du Levant, il nous faut parler d'une situation plus que dramatique, d'une situation humanitaire qui interpelle le sens même de notre commune humanité. Permettez-moi, monsieur le Premier ministre,

d'appeler solennellement la France à redoubler d'effort pour sauver la population civile d'Alep. Il faut mettre non seulement un terme aux bombardements de l'aviation russe et de l'armée syrienne mais sauver ! Des milliers d'habitants sont encore présents dans les quartiers tenus par les insurgés. Nous avons vu hier sur les réseaux sociaux l'horreur des massacres à l'arme blanche. Il faut mettre un terme au carnage. Il faut mettre un terme au martyr. Le Président de la République a parlé de Guernica. Oui, après Nankin, Oradour ou Srebrenica. Oui, Alep se meure. J'ai rencontré son maire la semaine dernière et son récit est glaçant. Nous ne pouvons que manifester notre indignation au veto opposé par la Russie à la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour une trêve humanitaire. C'est le sixième depuis le début du conflit, venant d'un pays dont nul n'ignore ici la responsabilité dans cette tragédie. La Russie est notre interlocuteur. Elle peut être parfois, dans certaines circonstances, notre allié. Mais nous ne saurions nous aligner sur une vision du monde qui n'est pas la nôtre. La France n'est pas pour la politique du fait accompli. En Syrie comme ailleurs, la France ne considérera jamais que « charbonnier est maître chez soi » et que tout dirigeant peut disposer de son peuple comme il l'entend. Et c'est le devoir de la France de le dire et de défendre les droits de l'Homme chaque fois que la dignité humaine est bafouée, chaque fois que des populations sont massacrées.

L'Europe avec l'Afrique – vous préparez le 27^e sommet Afrique-France – l'Europe sera un des terrains d'action essentiels de votre gouvernement. Oui, l'Europe, dans ce monde et ce moment incertains, constitue une grande partie de la solution pour faire face aux défis. Un Conseil européen se tiendra jeudi. Des questions essentielles y seront traitées, à commencer par celle du Brexit. L'immigration sera au cœur des discussions, avec notamment la réforme du droit d'asile européen et l'accord à juste raison controversé Europe-Turquie. On parlera du renforcement de la coopération en matière de sécurité et de défense. On y évoquera enfin les relations extérieures de notre continent. A cette occasion, l'Union

européenne devrait reconduire les sanctions contre la Russie pour 6 mois. Ce serait logique tant la mise en œuvre des accords de paix de Minsk piétine. La France et l'Allemagne sont sur ce point, comme sur tant d'autres, alignés. Il le faut, car la victoire de monsieur Trump aux Etats-Unis laisse présager un désengagement brouillon. Combiné avec le Brexit, il met l'Europe devant ses propres responsabilités. La France doit assumer les siennes et se placer en tête des efforts pour faire de l'Europe un acteur majeur du nouveau monde qui se dessine sous nos yeux.

* * *

Cette politique, vous l'avez dépeinte de manière claire et précise, mais aussi engageante. Ses piliers permettront de faire avancer notre pays encore sur le chemin du redressement et de travailler au rassemblement de nos compatriotes autour des valeurs de la république.

En vous désignant, le Président de la République considère, à juste titre, que vous permettrez de réaliser encore un peu plus, et chaque jour un peu plus, les objectifs de ce quinquennat. Permettez-moi ici de rendre hommage au chef de l'Etat.

Il faut aimer la France par dessus tout, il faut être doté d'une force morale sans commune mesure, pour prendre la décision qu'il a prise. Oui, François Hollande a sacrifié son destin personnel sur l'autel du redressement et du rassemblement de la France. Pour les socialistes, ce geste les oblige au rassemblement mais aussi à la responsabilité.

Vous arrivez aux responsabilités, Monsieur le Premier ministre, alors que la situation s'améliore. Dans notre pays, les inégalités diminuent : le niveau de vie de nos compatriotes les plus modestes est en progression. C'est un renversement complet par rapport à la décennie précédente : entre 2002 et 2012 leur revenu baissait, alors que celui des plus aisés augmentait.

Dans notre pays, on crée à nouveau des emplois : 178 000 de plus dans le secteur marchand. Du jamais vu depuis 2008.

Dans notre pays, on est désormais à l'abri des caprices des marchés : la dette de l'Etat est maîtrisée. En 2017, le déficit public sera stabilisé autour de 3%. Du jamais vu depuis 2001. La France a retrouvé sa souveraineté.

Dans notre pays, on n'a jamais été aussi bien protégé par l'Assurance maladie : 95% des Français peuvent désormais bénéficier d'une complémentaire santé. On le sera toujours à l'avenir : les comptes du régime général de la Sécurité sociale seront quasiment à l'équilibre l'an prochain. Du jamais vu depuis 2001.

Vous aurez, monsieur le Premier ministre, les moyens de poursuivre cette politique. Le budget pour 2017 que nous allons bientôt adopter s'y inscrit tout naturellement. C'est un budget ambitieux qui permet de soutenir le redressement. Nos priorités sont financées : plus 2 milliards sur l'éducation, plus 2 milliards sur le travail et l'emploi, plus 4,4% pour la justice et plus 3,5% pour la sécurité, plus 1,9% pour la défense, plus 6,7% pour la Culture. Une baisse d'impôts sur les sociétés pour les PME et les ETI est engagée, la fiscalité du diesel et celle de l'essence convergent.

Sur certains bancs, on considère toujours que la gauche n'est pas légitime pour gouverner. Eh bien, force est de reconnaître, une fois de plus, que non seulement la gauche est légitime mais qu'en plus elle est efficace.

Sur ces mêmes bancs, on s'empressera de dire que la gauche n'y est bien entendu pour rien dans ce redressement. On invoquera doctement le miracle du marché.

L'honnêteté commande de reconnaître que la situation économique mondiale, et notamment la baisse du prix du pétrole, ont contribué au redressement de la situation économique et sociale de la France.

Mais l'honnêteté commande aussi de reconnaître le chemin qui a été parcouru : avec le concours de la majorité, sous la conduite du Président de la République, les gouvernements de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls ont beaucoup agi pour protéger et progresser.

Oui l'honnêteté commande de reconnaître que nos résultats sont encore contrastés, que les chiffres ne rendent jamais compte des expériences vécues, des situations de chômage et de précarité que beaucoup de nos concitoyens ont encore à subir. Il reste du chemin à parcourir.

Mais l'honnêteté commande aussi de rappeler ce que la droite nous a légué après dix années de pouvoir : un déficit public, abyssal. Un déficit commercial, abyssal. Un déficit de modernisation de l'appareil productif, abyssal. Un déficit de la sécurité sociale, abyssal. Un déficit de justice sociale, abyssal. Au-dessus des abysses, seule la rente surnageait.

Sans notre politique économique, les entreprises n'auraient pas retrouvé les marges de manœuvre dont elles avaient besoin pour innover, exporter, embaucher et parfois, même si c'est très insuffisant, redistribuer : avec un taux de marge inégalé depuis les années 1980, grâce au CICE et au pacte de responsabilité, avec un accompagnement de qualité à l'international, avec une politique industrielle misant sur le futur, en particulier sur le numérique et la robotique, nous avons été aux côtés de ceux qui créent et de ceux qui produisent.

Sans notre politique sociale et fiscale, l'égalité n'aurait pas progressé. C'est la gauche qui a revalorisé les minimas sociaux de 10%, baissé l'impôt sur le revenu des classes moyennes et des classes populaires, supprimé la dernière tranche d'imposition et créé une nouvelle, à 45%, pour les plus aisés. C'est la gauche qui a fait de la lutte contre l'évasion fiscale une priorité, ce qui a permis de recouvrer plus de 12 milliards d'euros en 2015. C'est la gauche qui a rendu notre politique familiale plus juste et fait du sort des familles monoparentales un sujet de préoccupation majeure, en adoptant par exemple la garantie contre les impayés de pension alimentaire. C'est la gauche qui a mis en place les droits rechargeables à l'assurance chômage, la retraite à 60 ans pour les carrières longues, ou le compte pénibilité.

Sans notre politique éducative, les inégalités sociales auraient continué de peser sur les résultats scolaires de nos enfants, à un niveau quasiment inégalé en Europe : c'est la gauche qui a inversé la tendance en créant 60 000 postes dans

l'éducation pour remettre des professeurs dans les classes et les former convenablement à leur métier. C'est la gauche qui a engagé la Refondation de l'école, donné la priorité à la maternelle et au primaire, mis en œuvre la réforme du collège, réformé la carte de l'éducation prioritaire. C'est la gauche qui a reçu un satisfecit de la part des équipes qui conduisent les enquêtes PISA. C'est la gauche qui a amélioré les conditions de vie des étudiants, leur a donné un meilleur accès au logement, les a accompagnés dans leurs premiers pas dans l'emploi. C'est la gauche qui a mis en place une politique ambitieuse de lutte contre le décrochage, passé cette année sous la barre symbolique des 100 000 jeunes. C'est la gauche qui a renforcé l'accès à la formation des chômeurs et des travailleurs, avec le plan 500 000 et le compte personnel de formation.

Sans notre politique de santé, un quart de la population française aurait continué à renoncer aux soins : c'est nous qui avons rendu obligatoire la complémentaire santé d'entreprise, élargi le nombre de bénéficiaires de la CMU-C et de l'ACS, remboursé à 100% certains actes médicaux comme l'interruption volontaire de grossesse, refusé les déremboursements.

Sans notre politique de sécurité, les Français, et notamment les plus vulnérables, seraient moins protégés : c'est la gauche qui a créé 9000 postes dans les forces de police et de gendarmerie, quand la droite en avait supprimé 13 000. La gauche encore qui a mis en place plus de 80 zones de sécurité prioritaires, adopté trois lois antiterroristes, réformé le renseignement, le tout sans jamais remettre en cause l'Etat de droit. A ce titre, votre gouvernement a décidé d'avancer sur le sujet sensible mais essentiel de la légitime défense des forces de l'ordre. Un projet de loi sera donc présenté le 21 décembre en Conseil des ministres. Le principe d'absolue nécessité et de stricte proportionnalité demeurera notre boussole, comme le veut la Convention européenne des droits de l'homme.

Sans notre politique écologique et climatique, les Français n'auraient aucune raison d'espérer une vie meilleure pour eux et leurs enfants : la loi de transition énergétique, c'est la gauche. Le succès mondiale et historique de la COP 21, n'est plus

à démontrer. La transition vers l'agro-écologie est un succès pour tous ceux qui se réclament de l'écologie comme la fin progressive de la subvention au diesel pour lutter contre les pollutions atmosphériques. Ces derniers jours l'ont amplement démontré : c'est un défi essentiel à relever. Comment ne pas s'indigner que certains en fassent un sujet secondaire, et veuillent laisser faire le marché, parce qu'il y aurait « trop de normes », à l'heure où la persistance du pic de pollution oblige de nombreuses familles à se rendre aux urgences pédiatriques parce que leurs enfants ont des difficultés respiratoires ?

Dans notre domaine de prédilection, la lutte contre les inégalités, nous avons créé beaucoup de dispositifs nouveaux, pour faire reculer les précarités, pour renforcer les solidarités : création d'une banque publique d'investissement, création de la Garantie jeunes, création de la Prime d'activité, création du Tiers Payant, créations de postes dans l'Éducation, la Justice et la Police, création du contrat de génération ou encore création des emplois d'avenir...

« Création », le mot revient souvent dans ce bilan, tout autant que le mot de « suppression » dans la bouche de nos opposants. La droite s'est presque toujours opposée à ces nouveaux dispositifs, s'appuyant parfois sur la rue, comme au moment de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

* * *

Monsieur le Premier ministre, vous arrivez aux responsabilités à un moment où tout est possible pour notre pays.

La France s'interroge. Sur le monde qui l'entoure. Sur son modèle social. Sur sa cohésion sociale. Sur son avenir. Ces dernières décennies, la France a dû affronter les chocs du chômage de masse et de la désindustrialisation rampante, nourrissant une profonde crise de confiance dans la puissance même de la France. Ces dernières années, la France a dû faire face aux effets disruptifs des révolutions numériques, de l'immatériel et de la robotique, exacerbant la crise des repères dans le monde de

l'industrie, des services mais aussi de notre vie démocratique. Ces dernières années, la France a dû affronter les soubresauts d'un monde géopolitique nouveau, fait de péril écologique, de guerres et de migrations, venant intensifier cette profonde crise de l'agir politique. Ces dernières années, la France a dû faire face au choc terrible du terrorisme, mettant encore plus à l'épreuve notre cohésion nationale. Les Françaises et les Français s'interrogent légitimement sur la capacité de l'État à faire face non seulement à ces crises, mais aussi à leur durée et à leur combinaison. Les Françaises et les Français regardent avec crainte ces lendemains qui chantent faux et qui dessinent un avenir bien incertain.

Face à ces crises, la droite pense que son moment est venu. Elle pense que cette crise de sens va dans son sens. La droite, désormais décomplexée, propose un programme décomplexé : pour être efficace, il faut que l'État s'efface. Disons les choses là aussi : Jamais, depuis 1945, la droite n'a autant pris pour cible et remis en cause les piliers de notre république sociale. Au point que certains gaullistes s'émeuvent. Le programme de son nouveau champion laisse sans voix. Il a dit qu'il ne changerait pas un iota à ce programme qui changerait la France du tout au tout. J'ai compris que dans son propre camp on lui demande d'y réfléchir à deux fois. J'ai compris qu'il amendait une petite partie de son projet. Mais qui croire ? Le François Fillon de la primaire ou celui de la présidentielle ? Mais, après tout qu'ils assument. Sa désignation, il ne l'a pas volé, loin de là. Il l'a remporté haut la main. Cette victoire ne vient pas de nulle part. Ce programme ne vient pas de nulle part. Cette droite dure c'est la droite chimiquement pure.

Face à cette France qui s'interroge, face à cette crise généralisée de sens, l'extrême-droite pense elle aussi que son heure a sonné. Elle campe sur les frontières de la République et toise nos fortifications du haut de ses 30%. Le Front national peut s'appuyer sur une vague mondiale, une vague qui vient de loin. Partout, le national-populisme plus ou moins xénophobe s'est hissé au pouvoir ou s'en approche. Ils sont légions sur les réseaux sociaux et leur emprise sur les esprits n'est plus à démontrer.

Ces hérauts de l'anti-système ont développé un système de prise de pouvoir redoutable. Les victoires de Trump et du Brexit sont autant de coups de massue sur le plafond de verre qui bloque encore timidement leur progression électorale.

La vraie nature de ce parti ne doit pas être mise sous silence. Oui, le national-populisme est plus ou moins xénophobe et en France il l'est plus que moins. C'est aussi un parti contre les pauvres. Il est pauvrophobe. Il suffit là encore de regarder ce qui se passe dans les municipalités frontistes. Oui, les faits sont têtus. Moins bruyant que les frontistes mais plus têtus.

Le Front national parle d'un monde qui n'existe plus et rêve d'une France qui n'a jamais existé. Les problèmes qui sont les nôtres sont des problèmes que la France seule ne peut régler. Le terrorisme, le péril terroriste, les innovations, les migrations, tout cela se joue au niveau des États-continentaux ou de la planète. Ce rejet des instances supranationales est absurde et inefficace, dangereux surtout pour notre pays. Leur programme anti-euro et anti-européen c'est prendre le tapis roulant de l'Histoire à l'envers. Bien sûr qu'il faut résoudre les problèmes actuels de l'Europe mais il ne faut pas la dissoudre. Cette remise en cause de l'Europe, c'est la remise en cause de la France.

* * *

Monsieur le Premier ministre,

Nous croyons dans la force du débat, nous prenons les idées au sérieux. Nous croyons en l'avenir. Nous regardons de près les critiques et les programmes. Nous allons réengager le débat sur le fond car il oppose une certaine idée de la France à une certaine idée de la droite.

L'avenir ne se construit pas avec des peurs ou en commettant les mêmes erreurs. L'avenir se construit sur l'espoir et sur les effets d'une politique juste et efficace. Nous croyons à l'État et aux fonctionnaires sur lesquels repose cet État. La gauche ne veut pas plus d'État en soi, elle veut plus de protections et plus de

régulations. Nous ne sommes pas allergiques au marché, nous ne voulons simplement pas qu'il contamine tous les pores de notre société.

La gauche n'entretient aucune mystique du pouvoir. Le pouvoir, elle l'exerce, c'est tout. Elle l'exerce modérément mais complètement. Le pouvoir, elle en prend soin car il est donné par le peuple. Il est d'abord cet honneur de servir les intérêts supérieurs de la nation. Il est aussi cette occasion d'orienter le réel dans le sens de nos valeurs de Justice et de Progrès.

En cinq ans, avec la gauche, la France a progressivement relevé la tête. Elle a assuré l'avenir de son modèle social – celui dont elle est si fière, celui qui fait sa force, son histoire, j'allais dire sa nature. Elle a retrouvé la dignité qu'elle avait perdue, parce qu'elle a renoué avec l'égalité.

Nous discuterons en janvier d'un très beau texte qui fait sens de notre action : l'égalité réelle pour les ultramarins. Réduire les inégalités entre la métropole et ces régions, et à l'intérieur de ces régions : n'est-ce pas résumer le sens de notre action ?

Pour les cinq mois qui viennent, Monsieur le Premier ministre, vous pourrez vous appuyer sur les avancées qui ont été faites. Pour les cinq mois qui viennent, Monsieur le Premier ministre, nous comptons sur vous, et vous pouvez compter sur nous, pour combler les retards et pour continuer d'avancer.

Ces cinq mois, nous le savons, vous les exploiterez au maximum de leur potentialité. Vous vous investirez sans relâche, avec votre sens de l'éthique, votre sens de l'État. Pour cela, et au nom du Groupe Socialiste, écologiste et républicain, vous avez tout notre respect, tout notre soutien et donc toute notre confiance.

Jean-Christophe CAMBADÉLIS
Député de Paris
Premier secrétaire du Parti socialiste.